

INSTRUCTION AU RESEAU

Type d'instruction : C LR IT

Date de publication : 07/06/2023

Numéro de l'instruction : IT 2023-090

Droit au séjour - Prise en compte du droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé et mise à jour du guide du droit au séjour au regard des évolutions livrées en L2303

Résumé : Cette information technique apporte des précisions relatives à l'appréciation du droit au séjour en France des personnes de nationalité Ue/Eee ou suisse pour l'étude du bénéfice des prestations en leur faveur. Le fait de s'occuper d'un enfant scolarisé en France permet sous certaines conditions le bénéfice d'un droit au séjour. Ces situations doivent être prises en compte dans le cadre de l'étude du droit au séjour pour le bénéfice des prestations (§1). En lien avec les livraisons de la L2303 relatives au droit au séjour, des précisions sont apportées quant à l'appréciation du droit au séjour en tant qu'actif et étudiant et du droit au séjour permanent (§2). Au regard de ces éléments, le guide du droit au séjour a été revu.

Emetteur :

Direction : Direction des politiques familiales et sociales

A l'attention de :

[Destinataire(s)] Madame, Monsieur le Directeur, Madame, Monsieur le Directeur Comptable et Financier, Madame, Monsieur le Responsable de Centre de ressources,

Informé(s) :

[Informé(s)]

Organismes destinataires : Caf Caisses multibranches Centre de Ressources

-Autres : -Cnaf

Caf pivots Caf adhérentes

Champ d'application : Métropole DOM Mayotte

Processus de rattachement : M3 - Assurer un paiement rapide et régulier du juste droit à l'utilisateur

Diffusion : Diffusion réseau Diffusion caf.fr Communicable loi CADA

Texte(s) de référence :

- o Article L512-2 du code de la sécurité sociale ; article 10 du règlement n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union

Documents abrogés ou modifiés :

- o [Liste des documents]

Action(s) à réaliser & échéances :

- o [Action(s) à réaliser] + [Echéances]

Pour application Pour recommandation Pour information

Mots-clés :

Droit de séjour, ouverture du droit, scolarité, salarié, étudiant

Nombre de page(s) : [Nombre de pages]

Nombre et liste des annexes :

- o 0

Applicable à compter du : 08/06/2023

Applicable jusqu'au : sans limitation de durée



32 avenue de la Sibelle
75685 PARIS cedex 14

Tél. : 01 45 65 52 52
Fax : 01 45 65 57 24

Synthèse

Cette information technique (IT) apporte différentes précisions relatives à l'appréciation du droit au séjour en France des personnes de nationalité Ue/Eee ou suisse pour l'étude du bénéfice des prestations en leur faveur.

Le fait de s'occuper d'un enfant scolarisé en France permet sous certaines conditions le bénéfice d'un droit au séjour. Ces situations doivent être prises en compte dans le cadre de l'étude du droit au séjour pour le bénéfice des prestations (§1).

En lien avec les livraisons de la L2303 relatives au droit au séjour, des précisions sont apportées quant à l'appréciation du droit au séjour en tant qu'actif et étudiant et du droit au séjour permanent (§2).

Au regard de ces éléments, le guide du droit au séjour a été revu et une fiche relative au droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après une activité salariée a été créée sous @doc. Par la même occasion, d'autres ajustements ont également été apportés aux fiches remaniées. Une version papier des fiches du guide modifiées est jointe en annexe, les modifications y sont surlignées en jaune.

Les éléments figurant dans cette IT sont d'application immédiate dans la limite de la prescription biennale. Cette IT s'applique en métropole et dans les Dom, à l'exclusion, dans l'attente de l'avis de la Direction de la sécurité sociale, de l'application à Mayotte du §1.2.

1. Droit au séjour au titre de la garde d'un enfant scolarisé

Le fait de s'occuper d'un enfant scolarisé en France génère sous certaines conditions un droit au séjour dans deux cas de figure :

1. si le titulaire d'un droit au séjour décède ou quitte la France, il est rappelé que ses enfants et le membre de la famille qui en a la garde conservent un droit au séjour durant la scolarité des enfants (§1.1) ;
2. si l'un des parents d'un enfant résidant en France y exerce ou a exercé une activité salariée, le parent qui assume la garde de cet enfant a un droit au séjour jusqu'à la fin de sa scolarité (§1.2.).

Dès lors que toutes les conditions sont réunies :

- le 1^{er} cas de figure est à retenir en priorité car il est pris en compte pour l'acquisition d'un droit au séjour permanent, à la différence du 2^{ème} ;
- dans les deux cas, il est précisé qu'il n'est pas nécessaire de satisfaire par ailleurs aux critères du droit au séjour en tant qu'inactif et qu'un droit au Rsa peut être étudié, la condition de droit au séjour étant remplie dans ces situations.

Une fiche d'expression de besoin va être formalisée afin de demander une évolution du système d'information pour prendre en compte au mieux ces situations. Dans l'attente, des solutions d'attente sont prévues dans cette IT.

1.1. En cas de décès ou si le ressortissant quitte la France, les enfants et le membre de la famille qui en assume la garde conservent un droit au séjour jusqu'à ce que ces enfants achèvent leur scolarité du cycle d'enseignement secondaire

Les modalités de ce cas de maintien¹, déjà envisagé dans le guide du droit au séjour et dans la circulaire 2009-012 du 21/09/2009 § 5.3.1, sont précisées dans les fiches du guide du droit au séjour relatives au maintien du droit au séjour des membres de famille, au droit au séjour permanent et aux étapes pour apprécier le droit au séjour.

A noter en particulier que :

- ce cas de maintien du droit au séjour en tant que membre de famille **permet l'acquisition d'un droit au séjour permanent** sans que ne soient applicables les conditions supplémentaires applicables aux autres situations de maintien en tant que membre de famille ;
- ce maintien est possible jusqu'à la fin des études secondaires des enfants, le cas échéant **y compris après la majorité de l'enfant.**

Codification Cristal :

Dans l'attente de la mise à disposition d'une codification dédiée et dans la perspective de la L2306 qui va automatiser pour partie l'étude du droit au séjour permanent, il convient de codifier ces situations '**DSA D CJ**' (Droit au séjour accordé Dérivé) et non '**DSM D**' (Droit au séjour maintenu Dérivé). En effet, à compter de la L2306, la codification '**DSM D**' ne permettra l'acquisition d'un droit au séjour permanent qu'à certaines conditions, prévues pour les autres situations de maintien du droit au séjour en tant que membre de famille.

1.2. Le droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après l'exercice d'une activité salariée

L'article 10 du règlement n ° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union prévoit que *« les enfants d'un ressortissant d'un État membre qui est ou a été employé sur le territoire d'un autre État membre sont admis aux cours d'enseignement général, d'apprentissage et de formation professionnelle dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État, si ces enfants résident sur son territoire. Les États membres encouragent les initiatives permettant à ces enfants de suivre les cours précités dans les meilleures conditions. »*

Sur le fondement de cet article et au regard de la jurisprudence associée, le ou les parents d'un enfant scolarisé en France peuvent bénéficier à ce titre d'un droit au séjour sous réserve de remplir les conditions cumulatives suivantes :

- Un des parents de l'enfant doit être citoyen de l'UE exerçant ou ayant exercé un travail salarié en France (les activités de travailleur non salarié et de travailleur indépendant sont exclues) ;
- L'enfant doit s'être installé en France avec le parent salarié avant la fin de l'exercice de l'activité salariée ;
- L'enfant doit être scolarisé en France ;
- Le ou les parents bénéficiaires de ce droit au séjour doivent avoir la garde effective de l'enfant ou, si l'enfant est majeur, continuer à s'en occuper.

Ce droit au séjour est prévu dans la perspective d'*« éviter à une personne [...] qui a l'intention de quitter, avec sa famille, son État membre d'origine pour aller travailler dans un autre État membre, dans lequel elle souhaite scolariser ses enfants, de s'exposer au risque, dans l'hypothèse où elle perdrait la qualité de travailleur, de devoir*

¹ Article R233-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda)

interrompre la scolarité de ses enfants et de rentrer dans son pays d'origine, faute de pouvoir bénéficier des prestations sociales que l'Etat membre d'accueil » (CJUE, Affaire C-181/19)².

Précisions :

- Ce droit au séjour **ne permet pas l'acquisition d'un droit au séjour permanent** ;
- Pour le Rsa, il convient de se rapprocher du Conseil départemental pour l'informer de ces nouvelles modalités d'appréciation du droit au séjour et le sensibiliser sur les régularisations potentielles de droits.
- A Mayotte, dans l'attente de précisions du ministère, ce droit au séjour ne doit pas être pris en compte.

Une nouvelle fiche du guide du droit au séjour relative au droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après une activité salariée est créée. Les fiches relatives au droit au séjour permanent et aux étapes pour apprécier le droit au séjour sont mises à jour en conséquence.

Codification Cristal :

Dans l'attente de la création d'une codification dédiée, et dans la perspective de la L2306 qui va automatiser pour partie l'étude du droit au séjour permanent, il convient de codifier ce droit au séjour 'DSM D CJ' Droit au séjour maintenu Dérivé (le code origine DE ne fonctionne pas dans ce cas-là).

En effet, à compter de la L2306, cette codification posera certaines conditions à l'acquisition d'un droit au séjour permanent, c'est ainsi la codification la plus en phase avec ce droit au séjour qui ne permet pas l'acquisition d'un droit au séjour permanent.

Attention

En cas de saisie d'un code DSM non précédé sur au moins un jour d'un droit au séjour (quelle que soit sa nature), il existe un message bloquant.

Par conséquent, si le droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après l'exercice d'une activité salariée est le premier droit au séjour saisi

⇒ positionner un droit au séjour NDS sur le jour précédant.

En complément, afin de distinguer ce droit au séjour du "vrai" DSM D, il convient de :

- saisir un COM DOS priorité 1 "DSM + prenom enf + SCO";
- Positionner une échéance Personne sur le parent bénéficiaire à la date d'acquisition prévue du droit au séjour permanent (5 ans après le début du droit au séjour) afin de bloquer si nécessaire le droit au séjour permanent validé à tort à compter de la L2306.

Exemple :

Allocataire de nationalité Ue/Eee ou suisse avec un enfant scolarisé.

L'allocataire a travaillé du 1^{er} décembre 2022 à fin avril 2023.

Puis maintien du droit au séjour en tant qu'actif jusqu'à fin octobre 2023.

² <https://www.cleiss.fr/docs/jurisprudence/c181-19.html>

A compter de novembre 2023, l'allocataire ne bénéficie d'un droit au séjour à aucun autre titre que le droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé.

→ Prendre en compte le droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après l'exercice d'une activité salariée : Positionner un DSM D CJ plus un COM DOS priorité 1 "DSM + prenom enf + SC0" plus une échéance Personne sur le parent bénéficiaire concerné au 1^{er} décembre 2027.

2. Précisions relatives à l'appréciation du droit au séjour en lien avec la version L2303

2.1. Pour le droit au séjour en tant qu'étudiant, les justificatifs relatifs aux ressources suffisantes et à l'assurance maladie ne sont requis que la première année

Dans le cadre de la L2303, le produit TIT 20 R « Droit au séjour – demande de renouvellement » a été revu. Il intègre désormais un questionnement sur la qualité d'étudiant afin de reconnaître ou poursuivre le cas échéant un droit au séjour à ce titre.

Seul le justificatif du statut d'étudiant est demandé dans ce cadre.

- ⇒ En effet, lorsqu'une personne bénéficie d'un droit au séjour en tant qu'étudiant durant plusieurs années scolaires à la suite, il est précisé que **les justificatifs relatifs aux ressources suffisantes et à l'assurance maladie ne sont à demander que pour la première reconnaissance du droit au séjour en tant qu'étudiant**. Les années suivantes, seul le justificatif de la qualité d'étudiant est requis, les conditions relatives aux ressources suffisantes et à l'assurance maladie sont présumées comme demeurant remplies.

La fiche du guide du droit au séjour relative à la catégorie des étudiants est mise à jour en conséquence.

Si une attestation relative aux ressources suffisantes ou à l'assurance maladie est nécessaire, elle peut être demandée par RID.

2.2. La suppression des seuils d'activité pour l'étude du droit au séjour en tant qu'actif est applicable à effet janvier 2016

La LR 2021-016 du 10/03/2021 a prévu l'abandon des seuils d'activité pour la reconnaissance du droit au séjour en tant qu'actif.

En déclinaison, la L2303 a modifié le traitement de certaines situations professionnelles synonymes d'une activité professionnelle réduite (CDA, CDN, ANI), afin que celles-ci soient compatibles avec un droit au séjour en tant qu'actif. Le système d'information a été revu afin d'autoriser la compatibilité de ces codes avec un droit au séjour en tant qu'actif **à compter de janvier 2016**.

En effet, pour mémoire, ces seuils résultaient de l'article R. 313-2 du code de la sécurité sociale qui définissait des conditions minimales d'activité pour l'accès aux prestations en nature des assurances maladie et maternité. Or cet article a été abrogé lors de la mise en place de la protection universelle maladie au 1^{er} janvier 2016 (LR 2021-016 § 1).

- ⇒ Plus largement, il est par conséquent précisé qu'**un droit au séjour en tant qu'actif peut être reconnu rétroactivement sans opposer les seuils d'activité à compter de janvier 2016**. Cela emporte des

conséquences notamment pour la reconnaissance d'un droit au séjour permanent. Sous réserve de respecter la prescription biennale, l'étude du droit aux prestations doit en tenir compte.

Exemple :

Allocataire de nationalité Ue/Eee ou suisse :

- ayant exercé du 01/02/2016 au 20/11/2019 une activité professionnelle réelle et effective mais inférieure aux seuils qui s'appliquaient jusqu'à la parution de la LR 2021-016 ;
- puis au chômage du 21/11/2019 au 31/05/2021.

⇒ Pour l'étude du droit aux prestations :

- La période du 01/02/2016 au 20/11/2019 est à prendre en compte comme ayant validé un droit au séjour en tant qu'actif ;
- A compter du 21/11/2019, maintien du droit au séjour en tant qu'actif ;
- A compter du 01/02/2021, droit au séjour permanent acquis.

Les fiches du guide du droit au séjour relatives au droit au séjour en tant qu'actif et au droit au séjour permanent sont mises à jour en conséquence.

ANNEXE – Mise à jour du guide du droit au séjour

Guide droit au séjour / Maintien du droit au séjour des membres de famille en cas de rupture du lien familial ou d'éloignement géographique

Textes de référence :

Directive 2004/38, articles 12 et 13 ; Ceseda, articles R233-8 et R233-10 ; circulaire n° NOR IMIM1000116C du 10/09/2010 relative au droit au séjour § 3.5.4. et 4.1.

Les membres de famille bénéficient d'un droit dérivé de celui de l'auteur du droit, fondé sur le lien de famille. En cas de changement de situation familiale, ce droit au séjour dérivé peut être maintenu dans deux cas de figure :

➤ Cas 1 - Maintien durant la scolarité des enfants (Ceseda, article R 233-10) :

En cas de décès du ressortissant ou si celui-ci quitte la France, les enfants et le membre de la famille qui en assume la charge conservent un droit au séjour jusqu'à ce que ces enfants achèvent leur scolarité dans un établissement français d'enseignement secondaire (lycée), y compris le cas échéant après les 18 ans de l'enfant.

➤ Cas 2 – Maintien sans date de fin (Ceseda, article R 233-8) :

Le droit au séjour dérivé peut par ailleurs être maintenu sans date de fin dans les conditions suivantes :

- en cas de décès du ressortissant ou si celui-ci quitte la France ;
- en cas de séparation, rupture d'un Pacs, divorce ou d'annulation du mariage, rupture de vie maritale.

Remarques :

- En cas de droit au séjour reconnu au titre du cas 2, l'acquisition du droit au séjour permanent est soumise à des conditions spécifiques, non requises en cas de maintien sur le fondement du cas 1 → cf. la fiche du guide relative au droit au séjour permanent
 - ⇒ le maintien au titre du cas 1 est à privilégier ;
- Le maintien du droit au séjour en tant que membre de famille perdure même si la personne qui en bénéficie se remet en couple ; dans ce cas, son nouveau conjoint et les ascendants et descendants de celui-ci ne peuvent se prévaloir d'un droit au séjour en tant que membre de sa famille ;
- L'acquisition d'un droit au séjour à titre personnel ne fait pas perdre le bénéfice du maintien du droit au séjour en tant que membre de famille ; si nécessaire, le maintien du droit au séjour en tant que membre de famille peut donc être réenregistré à l'issue d'une période de droit au séjour à titre personnel → cf. exemple 5 de la fiche du guide relative au droit au séjour permanent ;
- Dès lors que toutes les conditions sont réunies, il est possible de passer d'un cas de maintien à un autre ;
- Dès lors que les conditions d'un maintien du droit au séjour en tant que membre de famille sont réunies (cas 1 ou 2), il est précisé qu'il n'est pas nécessaire de satisfaire par ailleurs aux critères du droit au séjour en tant qu'inactif.

Tableau récapitulatif et traitement Cristal

En cas de changement de situation familiale	Pièces justificatives	Incidence sur le droit au séjour		Traitement Cristal
		Maintien	Durée	
Décès du ressortissant	<p>Acte de décès</p> <p>Et, pour un maintien cas 1, vérification de l'inscription d'au moins un des enfants dans un établissement d'enseignement :</p> <p>- pour les enfants en âge de l'obligation scolaire, l'inscription dans un établissement d'enseignement est présumée ;</p> <p>- si tous les enfants sont âgés d'au moins 16 ans au 1^{er} janvier qui suit la rentrée considérée, attestation sur l'honneur effectuée au titre de l'Ars ou certificat de scolarité pour au moins un des enfants.</p>	Oui	<p><u>Cas 1 :</u></p> <p>jusqu'à la fin des études secondaires (lycée) des enfants</p> <p><u>Cas 2 :</u></p> <p>sans limite (sous réserve des conditions de résidence en France)</p>	<p>Compte tenu des enjeux au regard de l'acquisition du droit au séjour permanent, il convient de distinguer selon que le maintien est au titre de la scolarité (cas1) ou autre (cas 2).</p> <p><u>Cas 1 : en cas de maintien au titre de la scolarité :</u></p> <p>Dans l'attente de la mise à disposition d'une codification dédiée et dans la perspective de la L2306 qui va automatiser pour partie l'étude du droit au séjour permanent, il convient de codifier ces situations 'DSA D CJ' (Droit au séjour accordé Dérivé) et non 'DSM D' (Droit au séjour maintenu Dérivé).</p> <p>En effet, à compter de la L2306, la codification DSM D ne permettra l'acquisition d'un droit au séjour permanent qu'à certaines conditions, prévues pour les autres situations de maintien du droit au séjour en tant que membre de famille (cas 2).</p> <p><u>Cas 2 en cas de maintien autre :</u></p> <p>Si la personne quittant le dossier possède un droit au séjour de titre "P - personnel", il y a génération pour les autres membres de la famille restant sur le dossier en droit au séjour de type "D - dérivé" d'un droit au séjour de code nature "DSM - droit au séjour maintenu" sans date de fin</p> <p>Si la nouvelle situation ne permet pas le maintien, le droit au séjour est clôturé pour tous.</p> <p>Faits générateurs ayant un impact sur le droit au séjour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fge CODRES (pas de gestion automatique dans Cristal) • Fge DEC • Fge SITFAM/CHASITFAM. <p>Important</p>
Si le ressortissant quitte la France	<p>Attestation sur l'honneur</p> <p>Et, pour un maintien cas 1, vérification de l'inscription d'au moins un des enfants dans un établissement d'enseignement :</p> <p>- pour les enfants en âge de l'obligation scolaire, l'inscription dans un établissement d'enseignement est présumée ;</p> <p>- si tous les enfants sont âgés d'au moins 16 ans au 1^{er} janvier qui suit la rentrée considérée, attestation sur l'honneur</p>	Oui	<p>sans limite (sous réserve des conditions de résidence en France)</p>	<p>Si la nouvelle situation ne permet pas le maintien, le droit au séjour est clôturé pour tous.</p> <p>Faits générateurs ayant un impact sur le droit au séjour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fge CODRES (pas de gestion automatique dans Cristal) • Fge DEC • Fge SITFAM/CHASITFAM. <p>Important</p>

	effectuée au titre de l'Ars ou certificat de scolarité pour au moins un des enfants.			<p>Cristal ne gère le changement du droit au séjour que pour les situations non bornées. Ainsi, pour toutes les régularisations à posteriori, l'étude du droit au séjour et l'enregistrement des codes correspondants doivent s'effectuer manuellement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fge NATITSEJ • Code titre "D - dérivé" • Code origine reprendre celui qui précède <p>code nature "DSM - droit au séjour maintenu" sans date de fin</p>
Séparation, rupture d'un Pacs, divorce ou annulation du mariage	Attestation sur l'honneur ou justificatif de la mairie ou jugement de divorce			

Guide droit au séjour / Parent d'enfant scolarisé après une activité salariée d'un des parents

Textes de référence :

Article 10 du règlement n° 492/2011

Arrêts CJUE, notamment les arrêts C-310/08 et C-480/08 du 23/02/2010 et C-181/19 du 7/10/2020,

Le parent d'un enfant scolarisé en France peut bénéficier à ce titre d'un droit au séjour sous réserve de remplir les conditions cumulatives suivantes :

- Un des parents de l'enfant doit être citoyen de l'UE exerçant ou ayant exercé un travail salarié en France (les activités de travailleur non salarié et de travailleur indépendant sont exclues) ;
- L'enfant doit s'être installé en France avec le parent salarié avant la fin de l'exercice de l'activité salariée ;
- L'enfant doit être scolarisé en France ;
- Le ou les parents bénéficiaires de ce droit au séjour doivent avoir la garde effective de l'enfant ou, si l'enfant est majeur, continuer à s'en occuper.

Précisions :

- Le droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après une activité salariée d'un des parents :
 - peut être reconnu au parent qui a travaillé et/ou à l'autre parent ;
 - est reconnu sans qu'il ne soit requis que son titulaire dispose de ressources suffisantes ni d'une assurance maladie ;
 - permet le bénéfice du Rsa sous réserve de l'appréciation du conseil départemental ;
 - prend fin à la majorité de l'enfant, sauf si l'enfant continue à avoir besoin de la présence et/ou des soins de son parent afin de pouvoir poursuivre et terminer ses études ;
 - dans l'attente de l'avis de la Direction de la sécurité sociale, ne permet pas de bénéficier des prestations à Mayotte.
- La scolarité de l'enfant peut débiter après la fin de l'exercice de l'activité salariée.
- La scolarité de l'enfant peut concerner y compris des études supérieures : pas de limitation au cycle d'enseignement secondaire comme pour le maintien du droit au séjour en tant que membre de famille durant la scolarité.
- Les périodes de droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé ne sont pas comptabilisées pour l'acquisition du droit au séjour permanent.
- Il existe un autre cas de droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé, qui est à retenir en priorité car il permet l'acquisition d'un droit au séjour permanent : en cas de décès ou si le ressortissant quitte la France → cf. la fiche relative au maintien du droit au séjour en tant que membre de famille.
- Les membres de famille d'une personne qui a un droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé n'ont pas de droit au séjour en tant que membre de famille de celle-ci.

Exemple :

- Un allocataire ressortissant UE exerce une activité salariée et au cours de cette période son enfant s'installe avec lui en France ; l'allocataire bénéficie ensuite d'un maintien du droit au séjour en tant qu'actif ;
- Puis l'allocataire n'a plus de droit au séjour ;
- Puis son enfant débute des études en France.

- ⇒ A compter du début de la scolarité de l'enfant, l'allocataire a un droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé.
- ⇒ Etude du droit aux prestations en conséquence.

Exemple :

- Un ressortissant UE personne seule a eu un droit au séjour en tant qu'actif et au cours de cette période son enfant s'est installé avec lui en France et a débuté sa scolarité en France ;
 - Puis l'enfant va résider avec son autre parent, allocataire qui ne justifie pas d'un droit au séjour pour un autre motif et n'a jamais travaillé en France.
- ⇒ Cet allocataire a un droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé.

Pièces justificatives et traitement Cristal

Condition	Pièces justificatives	Procédures CRISTAL
Activité salariée	Un des justificatifs de l'exercice d'une activité salariée en France prévus dans la fiche relative au droit au séjour en tant qu'actif.	<p>Dans l'attente de la création d'une codification dédiée, et dans la perspective de la L2306 qui va automatiser pour partie l'étude du droit au séjour permanent, il convient de codifier ce droit au séjour DSM D Droit au séjour maintenu Dérivé.</p> <p>En effet, à compter de la L2306, cette codification posera certaines conditions à l'acquisition d'un droit au séjour permanent, c'est ainsi la codification la plus en phase avec ce droit au séjour qui ne permet pas l'acquisition d'un droit au séjour permanent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Code titre "D - dérivé" • Code origine CJ • code nature "DSM - droit au séjour maintenu" : <ul style="list-style-type: none"> ○ Jusqu'à la fin de l'obligation scolaire ○ Puis à renouveler chaque année scolaire après vérification de la scolarité. Pour cela, positionner une échéance. <p>Attention</p> <p>Il existe un message bloquant en cas de saisie d'un code DSM sans qu'il ne soit précédé sur au moins un jour d'un droit au séjour (quelle que soit sa nature).</p> <p>Par conséquent, si le droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après l'exercice d'une activité salariée est le premier droit au séjour</p>
Installation de l'enfant avec son parent qui est a ou été salarié	Vérifier que la date déclarée d'arrivée en France de l'enfant est antérieure à la fin de l'activité salariée (pas de pièces justificatives).	
Scolarité de l'enfant	<p>Pour les enfants en âge de l'obligation scolaire, l'inscription dans un établissement d'enseignement est présumée.</p> <p>Si tous les enfants sont âgés d'au moins 16 ans au 1^{er} janvier qui suit la rentrée considérée, pour chaque année scolaire pour au moins un des enfants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • attestation sur l'honneur effectuée au titre de l'Ars ; <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certificat de scolarité ; <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • Photocopie de la carte d'étudiant pour l'année considérée. 	
Garde de l'enfant	Cette condition est présumée remplie jusqu'à la majorité de l'enfant dès lors	

	<p>que la personne réside avec son enfant ou l'a à sa charge au sens des Pf.</p> <p>A compter de la majorité de l'enfant : attestation sur l'honneur de l'enfant indiquant qu'il continue à avoir besoin de la présence et/ou des soins de son parent afin de pouvoir poursuivre et terminer ses études.</p> <p>Attention, lorsque cette condition n'est plus remplie, revoir le droit au séjour du ou des parents concernés.</p>	<p>En complément, afin de distinguer ce droit au séjour du "vrai" DSM D, il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - saisir un COM DOS priorité 1 "DSM + prenom enf + SCO"; - Positionner une échéance Personne sur le parent bénéficiaire à la date d'acquisition prévue du droit au séjour permanent (5 ans après le début du droit au séjour) afin de bloquer si nécessaire le droit au séjour permanent validé à tort à compter de la L2306.
--	--	---

Guide droit au séjour / Droit au séjour permanent

Comment s'acquiert le droit au séjour permanent pour les ressortissants de l'Eee ou de la Suisse ?

Le droit au séjour permanent s'acquiert au terme de **5 années de résidence régulière et ininterrompue en France** du 12.04.2023 ou avant dans les situations dérogatoires (voir ci-dessous).

Par résidence régulière de 5 ans il faut entendre :

- résider en France pendant 5 ans
- et
- satisfaire pendant cette période aux conditions exigées du droit au séjour. La résidence seule ne valide pas un droit au séjour permanent.

Exemple 1 :

Allocataire de nationalité Ue/Eee ou suisse :

- ayant exercé du 01/02/2016 au 20/11/2019 une activité professionnelle réelle et effective mais inférieure aux seuils qui s'appliquaient jusqu'à la parution de la LR 2021-016 du 10/03/2021 ;
- puis au chômage du 21/11/2019 au 31/05/2021.

⇒ Pour l'étude du droit aux prestations :

- La période du 01/02/2016 au 20/11/2019 est à prendre en compte comme ayant validé un droit au séjour en tant qu'actif ;
- A compter du 21/11/2019, maintien du droit au séjour en tant qu'actif ;
- A compter du 01/02/2021, droit au séjour permanent acquis.

Sous réserve des précisions ci-dessous, toutes les périodes couvertes par le droit au séjour (droit acquis à titre personnel, droit dérivé – maintien membre de famille - et maintien de droit) sont comptabilisées pour acquérir le droit au séjour permanent.

Précision

Une fois le droit au séjour **permanent acquis**, la condition de droit au séjour est remplie et n'a pas à être vérifiée quelle que soit la situation professionnelle de l'intéressé.

Les périodes de droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après une activité salariée ne permettent pas l'acquisition d'un droit au séjour permanent

Il est précisé que si la personne a bénéficié d'un droit au séjour avant et après pour un autre motif et qu'il n'y a pas d'interruption dans le droit au séjour, les périodes de droit au séjour antérieures à celles en tant que parent d'enfant scolarisé doivent être cumulées avec celles qui ont suivi pour l'acquisition d'un droit au séjour permanent.

Exemple 2 :

De janvier 2020 à décembre 2021, droit au séjour en tant qu'actif et maintien de celui-ci ;

De janvier 2022 à décembre 2022, droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après l'exercice d'une activité salariée ;

A compter de janvier 2023 , droit au séjour en tant qu'actif.

⇒ Droit au séjour permanent acquis à compter de janvier 2026 en prenant en compte les périodes avant et après le droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé.

Comment les périodes de droit au séjour passées dans le cadre d'un maintien d'un droit au séjour en tant que membre de famille permettent-elles d'acquérir un droit au séjour permanent ?

(Ceseda, *articles R233-8 dernier alinéa et R233-10* ; circulaire n° NOR IMIM1000116C du 10/09/2010 sur le droit au séjour § 4.1.)

➤ Périodes de maintien durant la scolarité des enfants – Cas 1 (Ceseda, article R 233-10) :

Elles sont comptabilisées sans condition spécifique

➤ Périodes de maintien sans date de fin - Cas 2 (Ceseda, article R 233-8) :

Elles sont comptabilisées pour l'acquisition d'un droit au séjour permanent à la condition que la personne ait, pendant un temps à compter de cette période de maintien, bénéficié d'un droit au séjour en tant qu'actif, inactif, membre de famille ou étudiant (pas de durée minimum, la condition est d'être entré dans une de ces catégories de droit au séjour).

Exemple 3

Arrivée en France le 07.10.2017 d'un couple de nationalité Ue/Eee ou suisse, l'un des membres A a un droit au séjour en tant qu'actif et son conjoint B en tant que membre de famille.

Séparation le 20.11.2018.

Depuis de cette date, l'ex conjoint B bénéficie d'un maintien de son droit au séjour Membre de famille « cas 2 » mais ne remplit le droit au séjour à aucun autre titre.

Cette période de maintien en tant que membre de famille ne peut être comptabilisée pour l'acquisition d'un droit au séjour permanent dans la mesure où, depuis qu'elle a démarré, la personne B n'a jamais bénéficié d'un droit au séjour en tant qu'actif, inactif, membre de famille ou étudiant.

Pas de droit au séjour permanent pour le moment pour cette personne B.

Exemple 4

Arrivée en France le 07.10.2017 d'un couple de nationalité Ue/Eee ou suisse, l'un des membres A a un droit au séjour en tant qu'actif et son conjoint B en tant que membre de famille.

Séparation le 20.11.2018.

Du 20/11/2018 au 23.11.2021, l'ex conjoint B bénéficie d'un maintien de son droit au séjour
Membre de famille « cas 2 » ;

A compter du 24.11.2021, la personne B se remet en couple avec une personne bénéficiaire d'un
droit au séjour en tant qu'actif :

La personne B bénéficie à nouveau d'un droit au séjour en tant que membre de famille ;

La période de maintien du droit au séjour en tant que membre de famille « cas 2 » (du 20.11.2018
au 23.11.2021) peut de ce fait être prise en compte pour l'acquisition d'un droit au séjour
permanent ;

Droit au séjour permanent acquis à compter du 07.10.2022.

Exemple 5

Arrivée en France le 07.10.2017 d'un couple de nationalité Ue/Eee ou suisse, l'un des membres A
a un droit au séjour en tant qu'actif et son conjoint B en tant que membre de famille.

Séparation le 20.11.2018.

Du 20.11.2018 au 31.08.2019, l'ex conjoint B bénéficie d'un maintien de son droit au séjour
Membre de famille « cas 2 » ;

Du 01.09.2019 au 31.08.2020, cette personne B a un droit au séjour en tant qu'étudiant ;

A compter du 01.09.2020, reprise du maintien du droit au séjour en tant que membre de famille.

Compte tenu de l'acquisition d'un droit au séjour en tant qu'étudiant depuis la séparation, les
périodes de maintien du droit au séjour en tant que membre de famille « cas 2 » sont prises en
compte pour l'acquisition d'un droit au séjour permanent ;

Droit au séjour permanent acquis à compter du 07.10.2022.

Comment s'acquière le droit au séjour permanent durant la minorité ?

Les périodes de résidence en France du mineur durant lesquelles il remplissait les conditions du droit au séjour
sont comptabilisées pour l'acquisition d'un droit au séjour permanent.

Exemple 6

Une personne mineure de nationalité UE vit en France avec son père de même nationalité ; son père a un droit au séjour en tant qu'actif.

Les conditions du droit au séjour en tant que membre de famille sont remplies ;

Période comptabilisée pour l'acquisition d'un droit au séjour permanent.

NB : le versement des prestations familiales n'est pas une condition pour reconnaître le droit au séjour.

Exemple 7

Ressortissant EEE ayant un droit au séjour en tant qu'actif, et qui a un seul enfant à charge, son enfant, en métropole ; il ne perçoit aucune prestation familiale.

En cas de demande ultérieure de prestations, ces périodes seront prises en compte pour apprécier l'existence d'un droit au séjour permanent pour le ressortissant EEE (périodes de droit au séjour en tant qu'actif) et pour son enfant s'il devient allocataire lui-même (période de droit au séjour en tant que membre de famille).

Absences ne remettant pas en cause la continuité du séjour

La continuité de séjour nécessaire à l'acquisition du droit au séjour permanent n'est pas affectée par les absences suivantes (article R.234-3 du Ceseda) :

- des absences temporaires de dépassant pas 6 mois par an ;
- des absences d'une durée supérieure à 6 mois pour l'accomplissement des obligations militaires ;
- une absence de 12 mois consécutifs au maximum pour une raison importante telle qu'une grossesse, un accouchement, une maladie grave, des études, une formation professionnelle ou un détachement à l'étranger pour des raisons professionnelles.

Dans quelle situation le droit au séjour permanent se perd ?

Une fois acquis, le droit au séjour permanent ne se perd que par des absences d'une **durée supérieure à deux ans consécutifs** (Article 16, §4 de la directive 2004/38/CE et article L234-2 du Ceseda).

Droit au séjour permanent par dérogation à la condition de durée de séjour de 5 ans

Art. R.234-4 à 234-6 du Ceseda

Qualité	Conditions	
Travailleur (salarié ou non salarié) qui fait valoir ses droits à la retraite ou mise à la retraite anticipée	<ul style="list-style-type: none">• Si résidence en France depuis plus de 3 ans• et• Si activité exercée pendant les 12 derniers mois (Les périodes d'activité accomplies dans un autre Etat sont considérées comme exercées en France.)	Les conditions de durée de séjour et d'activité ne s'appliquent pas si le conjoint est français ou a perdu cette nationalité à la suite de son mariage avec le travailleur.

Travailleur (salarié ou non salarié) en incapacité permanente de travail (Ipt)	Si résidence en France depuis plus de 2 ans	Sans condition de durée de séjour si l'Ipt résulte d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ouvrant droit à une rente servie par un organisme de sécurité sociale
Travailleur (salarié ou non salarié) exerçant une activité professionnelle dans un autre Etat membre	Après 3 ans :	<ul style="list-style-type: none"> • de résidence en France conservée et retour au moins une fois par semaine ; • et • d'activité dans un autre Etat membre.
Membre de la famille qui réside avec le travailleur ressortissant communautaire	Si le travailleur bénéficie lui-même d'un droit au séjour permanent au titre de l'une des dérogations visées supra.	
	Si le travailleur décède en activité et qu'il a séjourné en France depuis plus de 2 ans. Cette durée de séjour n'est pas exigée si le décès fait suite à un At ou une maladie professionnelle.	
	Si le conjoint du travailleur décédé a perdu la nationalité française à la suite de son mariage avec ce travailleur.	

Pièces justificatives

La charge de la preuve incombe au demandeur. La continuité du séjour nécessaire à l'établissement du droit au séjour permanent peut être attestée par tout moyen.

Le droit au séjour permanent peut également être constaté par la production de la carte de séjour portant la mention "séjour permanent".

Exemple 8

Allocataire arrivé en France le 12.04.2007, salarié à compter de 05.2007 - au chômage non indemnisé depuis le 28.11.2012.

Il réside sur le territoire français de façon effective et légale depuis plus de 5 ans ➡ Droit au séjour à compter de 06.2007.

Le droit au séjour permanent est acquis dès 05.2012.

La situation professionnelle de l'allocataire n'aura plus d'impact sur le droit au séjour qui n'a pas à être réétudié.

Traitement Cristal (pas de gestion automatique)

Etude des conditions	Procédure Cristal
Elles doivent être vérifiées si le ressortissant communautaire réside en France depuis plus de 5 ans au moment de sa demande de prestations.	Fg NATITSEJ Code titre : "P - Personnel" ou "D - Dérivé"

	<p>Code origine : conserver le dernier code connu</p> <p>Période droit au séjour : renseigner uniquement la date de début</p> <p>Code nature : DSP - droit permanent</p>
--	--

Guide droit au séjour / Catégorie des étudiants

Quelles sont les conditions pour étudier un droit au séjour pour les étudiants ?

Trois conditions cumulatives. L'étudiant doit :

- être inscrit dans un établissement fonctionnant conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour y suivre à titre principal des études ou une formation professionnelle,
- disposer d'une assurance maladie pour lui-même,
- disposer de ressources (quel qu'en soit le montant).

Si l'une des conditions n'est pas remplie, le droit au séjour ne peut être reconnu.

Durée du droit au séjour en tant qu'étudiant

Le droit au séjour au titre des études est reconnu pendant toute la durée de l'enseignement ou de la formation suivie. Il implique que son titulaire se consacre au suivi de ses études à titre principal, c'est-à-dire que la majorité de son temps doit être consacré aux études.

Activité professionnelle en complément des études

L'étudiant peut, à titre accessoire et en complément de ses études, exercer une activité professionnelle. Elle ne devrait toutefois pas excéder 60% de la durée totale du temps de travail annuel légal, faute de quoi, l'intéressé ne serait plus regardé comme un étudiant mais comme un actif.

Quelles sont les pièces à fournir pour justifier le statut d'étudiant ?

L'intéressé doit justifier de son inscription effective au sein d'un établissement d'enseignement privé ou public fonctionnant conformément aux conditions réglementaires applicables (agrément ou enregistrement auprès du rectorat notamment).

Dans la plupart des cas, un certificat de scolarité ou la photocopie de la carte d'étudiant pour l'année scolaire considérée est suffisante.

Quels sont les justificatifs à fournir pour l'appréciation des ressources de l'étudiant ?

Le ressortissant communautaire étudiant justifie ses ressources sur la seule base d'une **attestation sur l'honneur**. **Lorsqu'une personne bénéficie d'un droit au séjour en tant qu'étudiant durant plusieurs années scolaires à la suite, l'attestation n'est requise que pour la première reconnaissance du droit au séjour en tant qu'étudiant. Les années suivantes, la condition est présumée comme demeurant remplie.**

La Caf ne doit pas exiger de l'étudiant qu'il produise des pièces justificatives de ses ressources et de leur montant conformément à la législation européenne.

Caractéristique du justificatif d'une assurance maladie

→ cf. la fiche « Guide droit au séjour / La couverture maladie »

Lorsqu'une personne bénéficie d'un droit au séjour en tant qu'étudiant durant plusieurs années scolaires à la suite, le justificatif d'une assurance maladie n'est requis que pour la première reconnaissance du droit au séjour en tant qu'étudiant. Les années suivantes, la condition est présumée comme demeurant remplie.

En cas de changement de situation

En cas de changement de situation pour les étudiants	Pièces justificatives	Incidence sur le droit au séjour
Perte de l'une des conditions	Par tout moyen	Aucun maintien n'est prévu par les textes.
Fin des études et début d'activité		Etudier le droit au séjour en tant qu'actif
Fin des études et inactivité		Etudier le droit au séjour en tant qu'inactif

Récapitulatif et traitement Cristal

Conditions	Pièces justificatives	Date d'ouverture de droit	Procédures Cristal
Inscription dans un établissement (études ou formation professionnelle) +	Pour chaque année scolaire : <ul style="list-style-type: none"> Certificat de scolarité ou de formation professionnelle, ou <ul style="list-style-type: none"> Photocopie de la carte d'étudiant 	Mois suivant celui où toutes les conditions sont remplies	Il faut impérativement renseigner le FG Natitsej - rubrique "droit au séjour" : <ul style="list-style-type: none"> Code titre : "P" - personnel ; Code origine : "EF" - étudiant ; Code nature : "DSA" - Droit accordé. Date de début du droit au séjour à renseigner.
Couverture maladie +	Lors du premier enregistrement d'un droit au séjour en tant qu'étudiant : <ul style="list-style-type: none"> Carte européenne d'assurance maladie ou <ul style="list-style-type: none"> Attestation de l'organisme d'assurance maladie (organisme de sécurité sociale, mutuelle, assurance privée... basé en France ou à l'étranger 		
Ressources suffisantes	Lors du premier enregistrement d'un droit au séjour en tant qu'étudiant :		

	Déclaration sur l'honneur (aucun seuil de ressources fixé pour les étudiants)		
Si pas de droit en tant qu'étudiant ➡ vérifier le droit au séjour à un autre titre (actif, inactif ou autre)			

Guide droit au séjour / Catégorie des actifs

IT2021-086; LR2021-016

Principe

Tout ressortissant de l'Eee ou de la Suisse a le droit de séjourner en France pour une durée supérieure à trois mois s'il exerce une activité professionnelle (salariée ou non salariée) en France.

Qui relève de la catégorie des "actifs" ?

- activité professionnelle salariée (y compris contrat de professionnalisation, alternance et apprentissage) ou non salariée ;
- congés payés ;
- congé parental d'éducation ;
- congé de présence parentale ;
- congé de **proche aidant** dès lors qu'il n'entraîne pas de rupture de lien avec l'employeur ;
- préretraite progressive.

Le **contrat d'engagement jeune (IT 2022-066) ou la** Garantie jeune **n'ont** pas d'incidence sur la situation professionnelle → utiliser le code correspondant à la situation réelle (SSA, CNI...).

Lieu d'exercice de l'activité

L'activité doit être exercée en France.

Si l'activité professionnelle est exercée dans un autre Etat Eee ou en Suisse, les conditions du droit au séjour doivent être étudiées au titre de l'inactivité (en effet, l'assimilation des faits prévue par les règlements européens n'est pas prévue par la Directive européenne 2004-038 relative au droit au séjour) et en cas de perte d'emploi, il faut étudier la possibilité d'un "maintien de droit à la suite d'un accident de la vie".

Que doit justifier le travailleur salarié ?

Le travailleur salarié doit justifier de l'exercice d'une activité professionnelle (cf. : traitement Cristal). Cette activité valide un droit au séjour au titre de la période correspondante.

Important

Il n'y a plus de condition minimale d'activité liée par exemple aux 60 heures d'activité minimale ou à une rémunération égale à 60 fois le Smic horaire.

A noter :

- est donc considérée comme travailleur la personne qui exerce une activité économique, c'est-à-dire **une activité réelle et effective** ;
- la qualité de travailleur n'est pas remise en cause dans le cas d'**activité de courte durée ou à temps partiel** ;
- la qualité de travailleur n'est pas remise en cause **si la productivité de la personne est faible et si sa rémunération est financée par des subventions publiques** ;

- la rémunération peut être réduite au point de procurer **des revenus de subsistance insuffisants pour pourvoir à l'entretien du requérant.**

Un stage peut-il être assimilé à une activité professionnelle ?

Un stage rémunéré est assimilé à une activité professionnelle dès lors que les conditions de rémunération et/ou de temps de travail prévues par le code du travail sont remplies.

En revanche, **un stage non rémunéré n'est pas assimilé à une activité professionnelle.** Ainsi, le droit au séjour des ressortissants étudiants qui effectuent un stage non rémunéré s'étudie au regard du statut "étudiant".

Une activité au sein d'un Organisme d'Accueil Communautaire et d'Activité Solidaire (OACAS) doit-elle être considérée comme effective et réelle ?

Les OACAS (codifiés à l'article L 265-1 du CASF) visent à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes qu'ils accueillent. Ils permettent à des personnes éloignées de l'emploi de participer à des activités relevant de l'économie sociale et solidaire. Les personnes accueillies ont la garantie d'un hébergement décent, d'un accompagnement social adapté et d'un soutien financier assurant des conditions de vie digne.

En cohérence avec l'arrêt de la CJUE Trojani (cf. Annexe 3 de la LR2021-016 du 10.03.2021) et avec la codification de la situation professionnelle pour les compagnons d'Emmaüs, il faut retenir que **la personne qui exerce une activité réelle et effective contre pécule pour un OACAS peut obtenir le statut d'actif** (ex : Emmaüs, Armée du Salut, etc).

Une activité exercée dans le cadre d'un service civique donne-t-il accès au statut d'actif ?

En vertu de l'interprétation de la décision du Conseil de l'Union européenne du 27 novembre 2009 ("les activités de volontariat ne remplacent pas les emplois professionnels et rémunérés mais constituent une valeur ajoutée pour la société"), **l'activité du service civique n'est pas reconnue comme une activité professionnelle.**

Cette lecture a été rappelée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 qui a modifié l'article L.531-5 du Code de la sécurité sociale concernant le bénéfice du CMG pour les personnes qui effectuent un service civique. En effet, le bénéfice du CMG est accordé en faveur des volontaires en service civique par dérogation à la condition d'activité professionnelle.

Ainsi, le service civique n'est pas une activité professionnelle au sens du droit au séjour.

Que doit justifier le travailleur non salarié ou le travailleur indépendant ordinaire ou micro entrepreneur (ex Aen) ?

Le travailleur non salarié (non inscrit à l'Urssaf, non présent sur le portail TI) et le travailleur indépendant (inscrit à l'Urssaf, présent sur le portail TI) doivent justifier de l'exercice de leur activité professionnelle. Ils doivent apporter toute pièce justifiant l'accomplissement des formalités administratives (cf. : [traitement Cristal](#)).

L'activité doit être réelle et effective.

En application du droit de l'Union européenne, l'exercice d'une activité professionnelle non salariée, quel que soit le statut sous lequel elle est réalisée, confère au ressortissant communautaire un droit au séjour en qualité de travailleur, **même si les revenus qu'elle lui procure sont inférieurs au salaire minimum en vigueur dans l'Etat membre d'accueil.**

Le droit de séjour pour l'exercice d'une activité professionnelle non salariée **n'est donc pas subordonnée à la justification** par le citoyen de l'Ue **de la possession de ressources**. La seule condition applicable est celle posée par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) quant à l'exigence de l'exercice d'une "activité réelle et effective".

S'il s'avère que leur activité présente un caractère marginal ou ne peut s'inscrire dans la durée, les citoyens de l'Ue concernés ne seront pas considérés comme titulaires d'un droit de séjour en tant que travailleurs.

La circulaire Cnaf n°2014-004 du 22 janvier 2014 précise que " la faiblesse des revenus tirés d'une activité de travailleur indépendant ne prive nullement un ressortissant communautaire de cette qualité. Cette position est la stricte application de la jurisprudence européenne qui accorde au ressortissant communautaire exerçant une activité indépendante un droit au séjour à la seule condition que cette activité soit réelle et effective, à l'exclusion d'activités présentant un caractère marginal et accessoire."

Comment vérifier l'activité réelle et effective d'un travailleur non salarié ou le travailleur indépendant ordinaire ou micro entrepreneur (ex Aen)?

Elle peut, dans certains cas, s'appuyer sur l'examen de documents comptables, tels que les déclarations de chiffre d'affaires, le bilan comptable ou attestation comptable mentionnant le chiffre d'affaire de la société / entreprise.

Ces éléments chiffrés constituent un indice qui devra être corroboré par d'autres justificatifs (par exemple, bons de commande, contrats) pour éclairer la Caf sur la réalité du niveau de l'activité exercée, afin d'apprécier le caractère temporaire ou non du faible niveau d'activité et donc de déterminer si celle-ci est en réalité marginale ou accessoire.

Mais **en aucun cas, le faible niveau de ressources** qui résulterait d'une activité professionnelle **ne serait en soi un motif de refus opposable à l'intéressé**.

Si le chiffre d'affaires est nul, le demandeur doit justifier de l'existence "réelle" de son activité en fournissant par exemple :

- des factures et pièces justificatives relatives à des achats, ventes et prestations de services liées à l'activité exercée,
- un justificatif d'une assurance professionnelle, location d'un emplacement sur un marché, etc (liste non exhaustive).

Dates d'effet

Le contrat de travail dont la durée est inférieure à un mois doit être entendu comme ouvrant droit aux prestations, si les autres conditions sont remplies, et sous réserve de l'application des règles générales de dates d'effet, au titre de ce mois civil.

Exemples

1 Absence de droit au séjour le mois précédant le début d'activité

Droit au séjour non rempli puis, à compter du 17.08.2021, début d'un CDI.

Sous réserve que l'ensemble des autres conditions d'attribution soient remplies ➡ ouverture du droit aux prestations possible à compter de 09.2021, mois suivant le premier mois où la condition relative au droit au séjour est remplie.

2 Présence d'un droit au séjour le mois précédant le début d'activité

Jusqu'en 03.2021, l'allocataire n'a jamais travaillé et a un droit au séjour en tant qu'inactif.

En 04.2021, Cdd du 10 au 25 avril puis inactivité

→ en 04.2021, droit au séjour en tant qu'actif.

→ A compter du 26.04, maintien du droit au séjour pendant 6 mois, soit jusqu'au 25.10.2021.

→ Possibilité de poursuivre le droit aux prestations à ce titre jusqu'en 09.2021.

3 Absence de droit au séjour le mois précédent et activité courte

Droit au séjour non rempli puis activité exercée du 02.04 au 12.04.

Cessation d'activité éligible au maintien à partir du 12.04.

→ Le droit au séjour est reconnu au titre de l'activité ;

→ Cependant, en application des règles de dates d'effet, il est enregistré à compter de M+1, donc en mai, au titre du maintien à la suite de la cessation d'activité.

Date d'entrée en vigueur du nouveau dispositif

L'abandon de la condition minimale d'activité pour apprécier le droit au séjour des personnes exerçant une activité professionnelle est applicable depuis la publication de la LR 2021-016 du 10/03/2021, à l'ensemble des demandes, y compris celles en cours d'instruction.

Pour l'étude du droit aux prestations, un droit au séjour peut être reconnu, le cas échéant rétroactivement, sans opposer les seuils d'activité à compter de janvier 2016.

→ Voir exemple 1 dans la fiche relative au droit au séjour permanent

Si une demande ou une réclamation est en cours d'instruction lors de la publication de la LR2021-016 → réexamen du droit au séjour et paiement des prestations familiales et sociales dans la limite de la prescription biennale (décomptée à partir de la date de la demande initiale) et de la date de dépôt de la demande pour les prestations telles que le Rsa soumises à cette condition.

Depuis la publication de la LR 2021-016, sur demande de l'allocataire, **les droits en cours peuvent être révisés dans la limite de la prescription biennale.**

Pour le Rsa → se rapprocher du Conseil départemental pour à la fois l'informer de ces nouvelles modalités d'appréciation du droit au séjour et le sensibiliser sur les régularisations potentielles de droits.

Pièces justificatives et traitement Cristal

Condition	Pièces justificatives	Date d'ouverture de droit	Procédures CRISTAL
	Activité salariée :	Mois suivant celui où	Il faut impérativement renseigner le FG

<p>Exercice d'une activité salariée ou non salariée en France</p>	<p>➡ Tout justificatif de l'activité salariée (Contrat de travail ou bulletin de salaire) ou éléments de carrière disponibles dans la consultation Rgcu à partir du portail Eopps, ou, pour les allocataires ayant des droits à l'aide au logement, à partir de la consultation des ressources Drm (attention toutefois, les Ijss ne sont pas distinguées des salaires).</p> <p>➡ Ou attestation de la Cnam mentionnant un code "actif", soit les codes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 (assurés cotisants et assimilés), • 23 (fonctionnaires et ouvriers de l'Etat), • 24 (agent Edf – Gdf), • 29 (agents collectivités locales), • 34 (artistes – auteurs), • 90 (praticiens et auxiliaires médicaux) <p>Travailleurs non salariés, travailleurs indépendants ordinaires et micro-entrepreneurs (ex Aen) :</p> <p>➡ Au début de l'activité professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les travailleurs indépendants ordinaires (Eti et Gsa) et micro-entrepreneurs (ex Aen) ➡ consultation portail TI pour vérifier que la personne est bien affiliée (compte actif) auprès de l'Urssaf (habilitation manuelle ou chatbot) • Pour les travailleurs non salariés (TNS) ➡ toute pièce justifiant l'accomplissement des formalités administratives (plusieurs documents peuvent être consultables en fonction de l'activité du TNS, tels que • l'attestation d'affiliation à l'Agessa, la maison des artistes pour les artistes auteurs, • un extrait Kbis extrait du K ou D1 datant de moins de 3 mois, à défaut une attestation d'affiliation à l'organisme de cotisations) <p>➡ En cours d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les travailleurs indépendants ordinaires (Eti ou Gsa) et pour les micro-entrepreneurs (ex Aen) ➡ consultation portail TI rubrique "synthèse des écritures" (habilitation manuelle ou chatbot. • INFO + <small>DPFAS @doc</small> du 03.08.2022 si absence de montant en débit ➡ droit au séjour • si présence de montant en débit ➡ demander l'attestation de vigilance. 	<p>toutes les conditions sont remplies</p> <p>Voir pour le Rsa </p>	<p>Natitsej - rubrique "droit au séjour":</p> <ul style="list-style-type: none"> • Code titre : "P" - personnel ; • Code origine : "AC" - actif ; • Code nature : "DSA" - Droit accordé. <p>Il doit être enregistré une date de début validité du droit au séjour.</p> <p><u>Précisions :</u></p> <p>En cas de régularisation du dossier a posteriori, il est possible d'enregistrer de nouvelles dates de validité du droit au séjour ;</p> <p>Il est toujours possible de saisir un CRC AC dans le cas où la préfecture délivrerait un titre de séjour au bénéficiaire.</p>
---	---	--	---

INFO + DPFAS @doc du 21.09.2022 Lorsque la personne se voit délivrer une **attestation de vigilance** alors qu'elle n'est pas à jour de cotisation sur le portail TI cela ne fait pas obstacle à la continuité du maintien du droit au séjour. Le fait d'avoir des arriérés de cotisations ne justifie pas de ne pas retenir l'existence d'une activité professionnelle génératrice d'un droit au séjour.

En présence d'une attestation de vigilance, nous avons la garantie que la personne s'est engagée dans le cadre d'un échéancier  permet de justifier d'une activité non salariée au sens du droit au séjour même si la personne n'est pas à jour de ses cotisations.

Important

A la consultation du portail TI si la personne est non à jour de ses cotisations  réclamer systématiquement l'attestation de vigilance, si celle-ci est délivrée considérer le droit au séjour acquis ou maintenu...>

INFO + DPFAS @doc du 04.08.2021 Lorsque le TI est à jour, mais qu'il reste des majorations de retard, l'attestation est délivrée avec la mention "à jour". En cas de refus d'édition de l'attestation de vigilance par l'Urssaf  utiliser le portail partenaire pour demander le motif du refus, et la nature de l'impayé (frais d'huissier, cotisations.....) ...>

INFO + DPFAS @doc du 04.08.2021 L'attestation de vigilance est obligatoire pour tous travailleurs indépendants contractant un "chantier" de plus de 5 000 euros HT.

Pour autant, cette attestation peut être demandée pour d'autres motifs, aucun contrôle de fond sur le motif de cette demande d'attestation n'est vérifié sur le site URSSAF car cette demande se fait directement par le TI sur "mon compte urssaf".

La Caf peut donc demander cette attestation à l'allocataire en tant que donneur d'ordre pour vérifier la mention "à jour de ses cotisations" auprès de son allocataire TI...>

- En cas de refus de l'attestation de vigilance pour motif chiffre d'affaires nul  demander les justificatifs comme indiqué ci-dessous.
- Pour les travailleurs non salariés (TNS)  justificatifs attestant du paiement du dernier trimestre de cotisations (ou dispense) ;

	• Si chiffre d'affaire nul ➡ justificatifs attestant de l'effectivité de l'activité.		
Si pas de droit en tant qu'actif ➡ vérifier le droit au séjour en tant qu'inactif.			
En cas de perte d'emploi : vérifier le droit au séjour au titre du maintien de droit			

Guide droit au séjour / Les étapes pour apprécier le droit au séjour et détermination de l'allocataire

- 1 Vérifier si le demandeur dispose d'un titre de séjour
- 2 Vérifier si le droit au séjour permanent est acquis
- 3 Vérifier si le droit au séjour est reconnu par une autre administration
- 4 Si le droit au séjour n'est pas reconnu au cours de l'une des étapes précédentes, étudier les conditions du droit au séjour en fonction de la catégorie à laquelle le demandeur et les membres de sa famille appartiennent au moment de la demande de prestations.

- Le droit au séjour en tant que membre de famille ne doit s'étudier que si aucune autre catégorie de droit au séjour (hors droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après une activité professionnelle) n'est remplie.

En effet :

- dans certains cas de maintien du droit au séjour en tant que membre de famille (maintien « cas 2 » : sans date de fin ; Ceseda article R233-8), l'acquisition du droit au séjour permanent est soumise à des conditions spécifiques ;
- si la personne se remet en couple, son nouveau conjoint et les ascendants et descendants de celui-ci ne peuvent se prévaloir d'un droit au séjour en tant que membre de famille d'une personne titulaire d'un droit au séjour en tant que membre de famille maintenu.

- Le droit au séjour en tant que parent d'enfant scolarisé après une activité salariée ne doit s'étudier que si aucune condition du droit au séjour n'est remplie.

En effet, ce droit au séjour ne permet ni l'acquisition d'un droit au séjour permanent ni le bénéfice d'un droit au séjour en tant que membre de famille en faveur des membres de famille du titulaire de ce droit.

Lorsque les conditions d'un droit au séjour personnel ne sont pas remplies et que l'autre parent est décédé ou quitte la France et que l'enfant poursuit ses études (cf. *fiche relative au maintien du droit au séjour des membres de famille en cas de rupture du lien familial ou d'éloignement géographique*), un maintien du droit au séjour en tant que membre de famille durant la scolarité de l'enfant est à privilégier car il permet l'acquisition d'un droit au séjour permanent.